

Charette veut 14 000 immigrants de moins par année

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Il faut temporairement accueillir 14 000 immigrants de moins par année, croit Benoît Charette, ex-péquistes qui flirte avec François Legault.

Le député indépendant présentera officiellement cette proposition demain, à la dernière journée de la consultation sur la politique d'immigration 2012-2015 du gouvernement.

Il veut diminuer de 54 000 à 40 000 le nombre de nouveaux arrivants. C'est la réduction la plus significative défendue à ce jour par un élu. L'ADQ et la Coalition pour l'avenir du Québec de M. Legault ont avancé le chiffre de 45 000. Le gouvernement Charest propose 50 000 et le PQ prône une réduction, sans fournir de chiffre.

Cette réduction ne durerait toutefois qu'une année. M. Charette voudrait ensuite accueillir 2000 immigrants de plus par année. On retrouverait ainsi le seuil de 50 000 après cinq ans.

« La réduction que je pro-

pose est un moyen, et non une fin », insiste M. Charette. S'il veut temporairement diminuer le nombre d'immigrants, c'est pour pouvoir « complètement » réviser leur sélection, accueil et intégration. « C'est pour cela que je place cette recommandation à la fin de mon document. Je ne dis pas qu'il y a trop d'immigrants. Je dis que peu importe leur nombre, la priorité, c'est de bien les intégrer. Et ça, on le fait mal en ce moment. »

Le député de Deux-Montagnes voudrait que chaque candidat soit rencontré avant sa sélection. Un « contrat d'accompagnement » de trois ans serait conclu. « Un tel encadrement existe déjà, mais il ne se fait pas de façon systématique », explique-t-il.

Il propose de modifier la grille de pointage pour que 60% des gens sélectionnés soient formés dans un emploi en demande. Il souhaite aussi qu'au moins 75% des gens sélectionnés aient 35 ans ou moins.

M. Charette a démissionné du PQ en juin, car il ne voulait plus que son parti parle autant de la souveraineté. Il a déjà affirmé que si son « ami » François Legault formait un parti, il aimerait y adhérer. Mais hier, il n'a pas voulu se prononcer sur le manifeste de M. Legault sur la langue et la culture.